

## DECOUVREZ LA PILULE AMERE DU PANAMA

Nous préférons bien sûr ne pas fréquenter les hôpitaux.

Mais lorsqu'il le faut, nous désirons les meilleurs soins pour nous-mêmes, pour notre famille et pour nos amis. Nous voulons que des parents malades puissent quitter l'hôpital en bonne santé. Nous voulons le meilleur accueil pour les enfants handicapés. Bref, nous voulons les meilleurs soins pour chacun.

C'est pourquoi nous devons investir dans le secteur des soins de santé. Le personnel doit avoir suffisamment de temps pour les patients et leurs proches. Actuellement les soins se font trop au rythme d'une chaîne d'usine.

Or, nos gouvernements continuent à faire des économies dans les secteurs des soins de santé.

La déclaration gouvernementale prévoit des économies de 2 milliards 800 millions d'euros sur toute la législature dans ce secteur. Ceci alors que notamment les soins aux handicapés, l'aide à la jeunesse, l'accueil de la petite enfance ont un besoin criant de financement.

Pendant ce temps-là quelques centaines de Belges privilégiés cachent plusieurs milliards dans des paradis fiscaux. Les Panama Papers ont à nouveau mis sur les devants de la scène ces scandales de l'« optimisation fiscale ».

Sans oublier l'évasion fiscale pratiquée par des multinationales qui privent les autorités de ressources pour financer les besoins collectifs.

Une fiscalité juste rendrait inutiles les économies dans les soins de santé.

C'est pourquoi nous exigeons un impôt sur les grosses fortunes. Un impôt progressif de 1 % sur les fortunes dépassant 1,5 million d'euros, de 2 % au-delà de 2 millions d'euros et 3 % au-delà de 3 millions d'euros pourrait rapporter 8 milliards d'euros.

Avec 8 milliards d'euros on peut faire beaucoup de choses. On peut créer des centaines de milliers d'emplois. Des emplois qui sont indispensables dans les secteurs des soins et du bien-être.

Nous devons aussi taxer les multinationales dans les pays où la richesse est produite.

**CE QU'IL FAUT FAIRE** : dresser un cadastre des fortunes, imposer les grosses fortunes, supprimer le secret bancaire, investir dans les soins de santé et de bien-être, imposer aux entreprises transnationales la publication d'un rapport pays par pays de leurs activités, de leur chiffre d'affaires, de leurs

salariés, de leurs profits et des impôts payés. Cela permettrait d'identifier les mécanismes d'évasion fiscale et d'imposer les entreprises dans les pays où ont lieu leurs activités.